

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2011-2012

2 FÉVRIER 2012

Proposition de loi instaurant un droit de communication pour les membres du conseil et du personnel des centres publics d'action sociale en cas de fraude sociale et de travail illégal

(Déposée par Mme Liesbeth Homans)

DÉVELOPPEMENTS

Les autorités locales, et en particulier les centres publics d'action sociale (CPAS), sont de plus en plus souvent confrontés à la fraude sociale; il s'agit généralement de fraude à l'aide sociale et de fraude aux allocations, et, plus rarement, de fraude aux cotisations.

La fraude à l'aide sociale consiste pour les allocataires sociaux (potentiels) à fournir des informations erronées ou incomplètes pour se faire octroyer, de manière illicite, une allocation d'assistance (trop élevée), par exemple un revenu d'intégration ou une aide sociale.

La fraude aux allocations, quant à elle, consiste pour les allocataires (potentiels) à fournir des informations erronées ou incomplètes pour se faire octroyer, de manière illicite, une allocation (trop élevée), par exemple une allocation de chômage ou d'incapacité de travail.

Enfin, la personne qui se rend coupable de fraude aux cotisations se soustrait entièrement ou partiellement au paiement des cotisations sociales (dans le cadre du travail au noir, par exemple).

Cette fraude sociale sape notre système de sécurité sociale en le touchant en plein cœur. Elle mine les fondements de la solidarité qui constitue le ciment de ce système.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2011-2012

2 FEBRUARI 2012

Wetsvoorstel tot invoering van een recht van mededeling voor de raads- en personeelsleden van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in geval van sociale fraude en illegale arbeid

(Ingediend door mevrouw Liesbeth Homans)

TOELICHTING

Lokale besturen en in het bijzonder de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (OCMW) worden in toenemende mate geconfronteerd met sociale fraude (voornamelijk bijstandsfraude en uitkeringsfraude en in mindere mate bijdragefraude).

Bij bijstandsfraude verschaffen (potentieel) bijstandsgerechtigden onjuiste of onvolledige informatie om hiermee op onrechtmatige wijze een (te hoge) bijstandsuitkering te ontvangen (leefloon, maatschappelijke dienstverlening).

Bij uitkeringsfraude verschaffen (potentieel) uitkeringsgerechtigden onjuiste of onvolledige informatie om hiermee op onrechtmatige wijze een (te hoge) uitkering te ontvangen (bijvoorbeeld werkloosheid, uitkering wegens arbeidsongeschiktheid).

Bijdragefraude bestaat erin dat men zich geheel of gedeeltelijk onttrekt aan het betalen van sociale bijdragen (bijvoorbeeld zwartwerk).

Deze sociale fraude legt een hypotheek op de sociale zekerheid. Sociale fraude treft onze sociale zekerheid in het hart. Zij ondermijnt immers de solidariteit die het cement van ons stelsel vormt.

Les abus et la fraude en matière de sécurité sociale ont des conséquences particulièrement néfastes sur le plan aussi bien social qu'économique. En luttant fermement contre la fraude sociale, on parvient à maintenir les allocations et l'aide sociales à un niveau financièrement supportable et à éviter de creuser encore davantage le déficit du Trésor public.

Les pouvoirs publics doivent adopter une attitude non équivoque: quiconque tente d'augmenter ses revenus au détriment de ses concitoyens par le biais de la fraude sociale doit être dépisté et sanctionné.

Bien que le Code d'instruction criminelle prévoie explicitement, en son article 29, le dépôt d'une déclaration administrative lors de la constatation de crimes et de délits, les membres du personnel et du conseil des CPAS sont dans l'impossibilité pratique d'introduire pareille déclaration. Eu égard à l'obligation de secret à laquelle ils sont tenus, ils ne peuvent même pas communiquer les crimes et délits les plus flagrants aux instances compétentes, sous peine de s'exposer à des sanctions pénales et déontologiques.

En vue de préserver l'intérêt général et notre sécurité sociale, l'auteur souhaite que l'on introduise explicitement, à la fois dans le Code pénal et dans la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, la possibilité pour les membres du conseil et du personnel des CPAS de signaler les cas de fraude sociale, visés par le Code pénal social, aux instances compétentes qui sont chargées des recherches et des poursuites.

L'auteur vise à la fois les cas de fraude (présumée) à l'aide sociale, dont le CPAS a été lui-même la victime, et les autres cas de fraude sociale (présumée) que les membres du personnel et du conseil découvrent ou dont ils apprennent l'existence dans l'exercice de leurs fonctions.

En principe, le membre du conseil ou du personnel évaluera librement l'opportunité de la communication, dans les limites du cadre fixé par le CPAS. Il sera tenu de communiquer les informations uniquement lorsque la demande lui en sera faite par les instances compétentes qui sont chargées des recherches et des poursuites.

Formes de fraude

Nos CPAS octroient une aide sociale en vertu de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale.

Misbruik en fraude in de sociale zekerheid hebben niet enkel bijzonder schadelijke sociale gevolgen, ze zijn bovendien nefast op economisch vlak. De kordate aanpak van fraude moeten sociale uitkeringen en sociale bijstand betaalbaar houden en onze Schatkist behoeden voor nog grotere tekorten.

De houding van de overheid moet duidelijk zijn: wie met behulp van sociale fraude zijn inkomen probeert te vergroten ten koste van zijn medeburgers, moet opgespoord en bestraft worden.

Hoewel in het Wetboek van strafvordering uitdrukkelijk voorzien is in een ambtelijke aangifte ingeval van misdrijven en wanbedrijven (artikel 29), is het voor personeels- en raadsleden van openbare centra voor maatschappelijk welzijn in de praktijk onmogelijk om dergelijke aangifte te doen. Gelet op hun geheimhoudingsplicht kunnen zij zelfs de meest flagrante misdrijven of wanbedrijven niet aan de bevoegde instanties meedelen. Doen zij dit toch dan stellen zij zich bloot aan strafsancities en deontologische sancties.

Ter vrijwaring van het algemeen belang en onze sociale zekerheid wenst indienster de mogelijkheid voor raads- en personeelsleden van OCMW's om gevallen van sociale fraude — zoals die opgenomen zijn in het Wetboek voor sociaal strafrecht — mee te delen aan de bevoegde opsporings- en vervolgingsinstanties expliciet op te nemen in zowel het Strafwetboek als in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Het gaat zowel om de gevallen van (vermoedelijke) bijstandsfraude waarvan het OCMW zelf het slachtoffer is geworden als andere gevallen van (vermoedelijke) sociale fraude die personeels- en raadsleden ontdekken of vernemen tijdens de uitoefening van hun functie.

In principe oordeelt het raads- of personeelslid — binnen de grenzen van het door de raad voor maatschappelijk welzijn vastgelegde kader — vrij over de opportuniteit van de mededeling. Enkel indien de bevoegde opsporings- of vervolgingsinstanties erom verzoeken, is het betrokken personeels- of raadslid ertoe verplicht de gegevens mee te delen.

Vormen van fraude

Zowel via de RMI-Wet (wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie) als de OCMW-wet (organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn) verlenen onze OCMW's sociale bijstand.

Toute personne qui réside légalement en Belgique a droit à l'aide sociale. Cette aide sociale a pour but de garantir à l'ensemble de la population un revenu minimum ainsi que le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.

L'aide sociale peut être financière ou matérielle. Elle est soumise à certaines conditions. Avant d'accorder l'aide sociale, le CPAS effectue ainsi à chaque fois une enquête sur les ressources du demandeur.

L'abus de l'aide sociale constitue un vol de deniers publics et nuit au précieux tissu social. Par conséquent, ce type d'abus ne peut en aucun cas être toléré.

Il faut distinguer un certain nombre de catégories dans la fraude à l'assistance et aux allocations. En fonction de la manière dont un avantage éventuel est obtenu, il est question de fraude à l'identité, de fraude aux revenus, de fraude patrimoniale ou de fraude en matière de domicile.

Il est question de fraude à l'identité lorsqu'une personne obtient, au moyen d'une fausse identité ou de documents faux ou falsifiés, une allocation, un subsidie ou un avantage (tel que la location d'un logement social), qu'elle n'aurait pas obtenu, ou pas dans cette mesure, si elle s'était présentée sous sa propre identité.

L'usage de passeports et de documents de séjour faux ou volés est une forme de fraude à l'identité.

Une autre forme de fraude consiste à ce qu'une personne (un invalide, par exemple) se fasse passer pour quelqu'un d'autre en vue d'obtenir le remboursement de frais médicaux ou une allocation.

Il est question de fraude aux revenus lorsqu'une personne a obtenu indûment une allocation trop élevée, un subsidie ou un avantage (tel que la location d'un logement social) en ne déclarant pas la totalité des revenus du travail ou d'une autre allocation, en les déclarant de manière inexacte, ou en ne les déclarant pas. Les revenus passés sous silence peuvent être générés en Belgique ou à l'étranger.

Il est question de fraude patrimoniale lorsqu'une personne a obtenu indûment une allocation trop élevée, un subsidie ou un avantage (tel que la location d'un logement social) en ne déclarant pas qu'elle dispose d'un patrimoine. Le patrimoine a surtout une influence au niveau de l'assistance. Même dans les cas où le patrimoine est inférieur à la limite d'exemption, le bénéficiaire est tenu de le déclarer. Parmi les formes connues de fraude patrimoniale, citons le fait de ne pas déclarer le solde d'un compte bancaire, un accroissement du patrimoine à la suite d'un héritage ou un bien immobilier.

Ce patrimoine peut se trouver en Belgique mais aussi à l'étranger.

Iedereen die op legale wijze in België verblijft, heeft recht op sociale bijstand. Deze sociale bijstand heeft als doel een minimuminkomen en het zogenaamde recht op een menswaardig bestaan te garanderen aan de gehele bevolking.

De sociale bijstand kan financieel of materieel zijn. Om sociale bijstand te kunnen ontvangen gelden bepaalde voorwaarden. Voordat ze sociale bijstand toekennen, doet het OCMW daarom telkens een onderzoek naar de bestaansmiddelen van de aanvrager.

Misbruik van de sociale bijstand is diefstal van overheidsgeld en schaadt het kostbare sociale weefsel. Bijgevolg kan dit misbruik nooit getolereerd worden.

Bij bijstands- en uitkeringsfraude zijn er een aantal categorieën te onderscheiden. Afhankelijk van de wijze waarop een mogelijk voordeel wordt behaald, is er sprake van identiteitsfraude, inkomstenfraude, vermogensfraude of domicilie-fraude.

Identiteitsfraude: doet zich voor als een persoon door gebruik van een valse identiteit of (ver)vals(t)e documenten een uitkering, subsidie of voorziening (zoals de huur van een sociale woning) verkrijgt, die hij bij gebruik van zijn eigen identiteit niet, of niet in die mate, zou hebben verkregen.

Het gebruik maken van valse of gestolen paspoorten en verblijfsdocumenten zijn vormen van identiteitsfraude.

Een andere vorm bestaat erin dat een persoon (bijvoorbeeld een invalide) zich uitgeeft voor iemand anders met het oog op het verwerven van terugbetaling medische kosten of het verwerven van een uitkering.

Inkomstenfraude: doet zich voor als iemand inkomsten uit arbeid of een andere uitkering niet, niet volledig of onjuist opgeeft, waardoor hij ten onrechte een (te hoge) uitkering, subsidie of voorziening (zoals de huur van een sociale woning) heeft ontvangen. De verzwegen inkomsten kunnen in België of in het buitenland gegenereerd worden.

Vermogensfraude: doet zich voor als als iemand niet opgeeft dat hij over vermogen beschikt, waardoor hij ten onrechte een (te hoge) uitkering, subsidie of voorziening (zoals de huur van een sociale woning) heeft ontvangen. Vermogen speelt vooral in de bijstand een rol. Ook in de gevallen waarin het vermogen kleiner is dan de vrijstellingsgrens, is de uitkeringsgerechtigde verplicht zijn vermogen op te geven. Bekende vormen van vermogensfraude zijn het niet opgeven van een bankrekeningsaldo, een vermogensaanwinst door vererving of een onroerend goed.

Dit vermogen kan zich in België maar ook in het buitenland bevinden.

Il est question de fraude en matière de domicile lorsqu'une personne fait une fausse déclaration concernant sa situation familiale ou en matière de logement afin d'obtenir une allocation trop élevée, un subside ou un avantage (tel que la location d'un logement social). Celui qui commet une fraude en matière de domicile le fait essentiellement pour pouvoir prétendre à une allocation supérieure et/ou à un loyer social inférieur en tant qu'isolé.

Il faut résider dans la commune (y habiter effectivement et y être inscrit) dans laquelle une allocation d'assistance est demandée. En outre, le fait que le bénéficiaire soit isolé ou cohabitant (qu'il constitue un ménage commun) est déterminant pour le montant de l'allocation d'assistance.

Le droit au respect de la vie privée

Le droit au respect de la vie privée est établi par la Constitution belge (article 22) et par plusieurs conventions internationales (*cf.* article 8 de la CEDH et article 17 du PIDCP). Il ne peut être restreint que « dans les cas et conditions fixés par la loi ».

La fraude sociale mine la viabilité financière de notre sécurité sociale et ronge la confiance du citoyen dans les principes fondateurs de notre système social.

Dans le cadre d'une lutte efficace contre la fraude sociale, l'auteur estime dès lors qu'il faut œuvrer à une réglementation plaçant l'intérêt général (la lutte contre la fraude sociale) et l'intérêt individuel (le droit au respect de la vie privée) dans une juste perspective.

Le secret professionnel imposé aux membres du personnel du CPAS

Le secret professionnel tire son fondement légal de l'article 458 du Code pénal et est imposé à certaines personnes, en l'occurrence les médecins, chirurgiens, officiers de santé, pharmaciens, sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires, par état ou par profession, des secrets qui leur sont confiés.

Dans ce contexte, le secret professionnel s'applique également aux assistants sociaux.

En outre, l'obligation de garder le secret est inscrite dans la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale et s'applique aussi bien à tous les membres du personnel des CPAS (article 50) qu'aux membres du conseil de l'action sociale et à toutes les personnes qui, en vertu de la loi, assistent

Domiciliefraude: doet zich voor als iemand zijn woon- of gezinssituatie anders voorstelt om een (te hoge) uitkering, subsidie of voorziening (zoals de huur van een sociale woning) te ontvangen. Domiciliefraude wordt hoofdzakelijk gepleegd om als alleenstaande in aanmerking te komen voor meer uitkering en/of lagere sociale huur.

Bij een bijstandsuitkering moet men in de gemeente verblijven (daadwerkelijk wonen en ingeschreven staan) waar een uitkering aangevraagd wordt. Daarnaast is bepalend voor de hoogte van de bijstandsuitkering of de gerechtigde alleenstaand of samenwonend is (een gemeenschappelijke huishouding voert).

Het recht op privacy

Het recht op privacy is vastgelegd in de Belgische Grondwet (artikel 22) en in verschillende internationale verdragen (de artikelen 8 EVRM en 17 IVBPR). Dit recht op privacy kan enkel beperkt worden « in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald ».

Sociale fraude ondermijnt de betaalbaarheid van onze sociale zekerheid en ontwricht het vertrouwen van de burger in de beginselen die aan de grondslag liggen van ons maatschappelijk bestel.

In het kader van een efficiënte strijd tegen de sociale fraude, meent indienster dan ook dat er gestreefd moet worden naar een reglementering die het algemeen belang (de strijd tegen de sociale fraude) en het individueel belang (het recht op privacy) in een juist perspectief plaatst.

Het beroepsgeheim van de personeelsleden van het OCMW

Het beroepsgeheim vindt zijn grondslag in artikel 458 van het Strafwetboek en wordt opgelegd aan bepaalde personen, met name geneesheren, heelkundigen, officieren van gezondheid, apothekers, vroedvrouwen en alle andere personen die uit hoofde van hun staat of beroep kennis dragen van geheimen die hun zijn toevertrouwd.

In die context geldt het beroepsgeheim ook voor maatschappelijk assistenten.

De geheimhoudingsplicht is bovendien opgenomen in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zowel voor de leden van Raad voor maatschappelijk welzijn en alle personen die krachtens de wet de vergaderingen van de raad, het vast bureau of de comités

aux réunions du conseil, du bureau permanent ou des comités spéciaux (article 36).

Le secret professionnel impose de respecter la confidentialité de toutes les informations dont il est pris connaissance dans l'exercice d'un mandat ou d'une fonction. Il couvre tous les éléments confiés au membre du personnel mais aussi ceux que celui-ci a lui-même constatés.

Ce sont les informations qui sont couvertes par le secret, pas le fait que leur détenteur occupe une fonction où il est soumis au secret professionnel (lorsqu'il se voit confier une autre fonction, les informations restent malgré tout confidentielles).

Il est admis que le secret professionnel dépasse les intérêts de l'individu et qu'il est d'ordre public. Il en résulte qu'un membre du personnel d'un CPAS :

— ne peut évaluer librement et selon ses propres critères dans quels cas il conserve ou révèle le secret (sauf s'il doit témoigner en justice ou est confronté à un état de nécessité exceptionnel);

— ne peut de toute façon pas révéler le secret en question même si l'allocataire l'y autorise.

De plus, toute enquête ou décision qui se fonde sur les informations couvertes par le secret professionnel est nulle.

En raison de la forte augmentation du nombre d'abus à la sécurité sociale, les membres du personnel et les conseillers des centres publics d'action sociale, mais aussi l'opinion publique, considèrent qu'une application aussi stricte de ce principe de confidentialité représente une sérieuse entrave à la lutte contre la fraude sociale.

Exceptions au secret professionnel

Il n'y a pas de violation du secret professionnel lorsqu'une exception légale permet d'y déroger. L'auteur souhaite instaurer une exception supplémentaire à l'obligation de garder le secret professionnel. En effet, les membres du personnel des CPAS sont souvent confrontés, dans l'exercice de leurs fonctions, à des cas flagrants de fraude sociale. Étant tenus au secret, ils ne peuvent pas communiquer ces irrégularités aux instances compétentes sous peine de s'exposer à des sanctions pénales et déontologiques.

L'auteur trouve que cette stricte obligation de garder le secret est contraire à l'intérêt général. En effet, l'impossibilité de faire cesser une fraude sociale fait subir au Trésor un grave préjudice financier et hypothèque la survie de notre sécurité sociale. En

bijwonen (artikel 36) als voor alle personeelsleden van de OCMW's (artikel 50).

Het beroepsgeheim omvat de geheimhouding van alle informatie die men te weten is gekomen tijdens de uitoefening van zijn ambt of functie. Het beroepsgeheim dekt alle toevertrouwde elementen maar ook de vastgestelde elementen.

Het geheim karakter heeft betrekking op de informatie, niet op de geheimdrager (wanneer die laatste een andere functie krijgt, blijft de informatie toch geheim).

Er wordt aangenomen dat het beroepsgeheim de belangen van het individu overstijgt en van openbare orde is. Daaruit vloeit voort dat een personeelslid van een OCMW :

— niet vrij volgens zijn eigen criteria kan beoordelen in welke gevallen hij het geheim bewaart of spreekt (behalve als hij voor de rechtbank moet getuigen of te kampen heeft met een uitzonderlijke noodtoestand);

— zelfs met toestemming van de steuntrekker het zogenoemde geheim toch niet kan onthullen.

Bovendien is elk onderzoek en elke beslissing die gesteund is op informatie waarop het beroepsgeheim rustte nietig.

Door de sterke toename van het aantal misbruiken in onze sociale zekerheid, wordt deze strikte toepassing van dit geheimhoudingsbeginsel door de personeels- en raadsleden van openbare centra voor maatschappelijk welzijn zelf en door de publieke opinie ervaren als een ernstige belemmering bij de strijd tegen de sociale fraude.

Uitzonderingen op het beroepsgeheim

Er is geen schending van het beroepsgeheim wanneer dat moet wijken voor een wettelijk bepaalde uitzondering. Indienster wenst een bijkomende uitzondering in te voeren op het beroepsgeheim. Tijdens de uitoefening van hun functie worden personeelsleden van OCMW's immers vaak geconfronteerd met gevallen van flagrante sociale fraude. Gelet op de geheimhoudingsplicht kunnen zij deze onregelmatigheden niet aan de bevoegde instanties meedelen. Doen zij dit toch dan stellen zij zich bloot aan straf- en deontologische sancties.

Indienster meent dat deze strikte geheimhoudingsplicht niet in overeenstemming is met het algemeen belang. Immers, het feit dat er geen einde gemaakt wordt aan de sociale fraude, leidt tot ernstig financieel verlies voor de Schatkist en brengt het voortbestaan

outré, une attitude aussi passive choque à juste titre l'opinion publique et le contribuable. Enfin, l'impunité mènera inévitablement à une multiplication des fraudes.

L'auteur veut tout mettre en œuvre pour prévenir et combattre les utilisations abusives et inappropriées de l'aide sociale. À cette fin :

— elle instaure un droit de communication pour les conseillers et membres du personnel du CPAS afin que les personnes chargées de la surveillance du respect de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976 et de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale puissent communiquer des données aux organes compétents en matière de recherches ou de poursuites. La loi organique du 8 juillet 1976 est adaptée de manière à ce que des informations puissent être communiquées au ministère public et aux services d'inspection sociale relevant du champ d'application du Code pénal social instauré par l'article 2 de la loi du 6 juin 2010;

— elle instaure une exception supplémentaire à l'obligation de garder le secret inscrite dans le Code pénal. L'exception s'impose dans le cadre de l'intérêt général et de la sauvegarde de notre sécurité sociale.

Les modifications proposées n'ont aucune influence sur les services sociaux proprement dits.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

En vue de lutter plus efficacement contre la fraude sociale, il est prévu d'accorder aux conseillers de CPAS un droit de communication dans des cas bien précis de fraude sociale et de travail illégal.

S'il l'estime nécessaire, le conseiller peut communiquer les données aux services d'inspection fédéraux compétents ou à tous les fonctionnaires chargés de la surveillance ou de l'application d'une autre législation, dans la mesure où ces renseignements peuvent intéresser ces derniers dans l'exercice de la surveillance dont ils sont chargés ou pour l'application d'une autre législation. Le conseiller a l'obligation de communiquer les données lorsque lesdits services d'inspection ou les autres fonctionnaires chargés de la surveillance ou de l'application d'une autre législation en font la demande.

En ce qui concerne les données médicales à caractère personnel, le texte prévoit une condition particulière visant à garantir à tout moment le respect du secret professionnel médical.

van onze sociale zekerheid in gevaar. Bovendien schokt deze passieve houding terecht de publieke opinie en de belastingsbetaler. Ten slotte, leidt de straffeloosheid onvermijdelijk tot meer fraude.

Indienster wil er alles aan doen om misbruik en oneigenlijk gebruik van onze sociale zekerheid te voorkomen en te bestrijden. Hiertoe wordt :

— een mededelingsrecht ingevoerd voor raads- en personeelsleden van het OCMW, zulks opdat zij die belast zijn met toezicht op de naleving van organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de Wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie gegevens kunnen overmaken aan de bevoegde opsporings- of vervolgingsorganen. Daartoe wordt de organieke wet van 8 juli 1976 aangepast zodat informatie meegedeeld kan worden aan de sociale inspectiediensten die onder het toepassingsgebied vallen van het Sociaal Strafwetboek zoals ingevoerd bij artikel 2 van de wet van 6 juni 2010 en aan het openbaar ministerie;

— een bijkomende uitzondering op de geheimhoudingsplicht ingeschreven in het Strafwetboek. De uitzondering dringt zich op in het kader van het algemeen belang en de vrijwaring van onze sociale zekerheid.

De voorgestelde wijzigingen hebben geen invloed op de sociale dienstverlening op zich.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 2

Met het oog op een meer efficiënte strijd tegen de sociale fraude wordt in hoofde van raadsleden van het OCMW een mededelingsrecht voorzien in welomschreven gevallen van sociale fraude en illegale arbeid.

Indien het raadslid het nodig acht, kan hij de gegevens meedelen aan de bevoegde federale inspectiediensten of aan alle ambtenaren belast met het toezicht op een andere wetgeving of met de toepassing van een andere wetgeving, in de mate dat die inlichtingen laatsgenoemden kunnen aanbelangen bij de uitoefening van het toezicht waarmee zij belast zijn of voor de toepassing van een andere wetgeving. Het raadslid is verplicht de gegevens mee te delen indien de bedoelde inspectiediensten of de andere ambtenaren belast met het toezicht of met de toepassing van een andere wetgeving erom verzoeken.

Met betrekking tot medische gegevens van persoonlijke aard is er een bijzondere voorwaarde opgenomen opdat het medisch beroepsgeheim te allen tijde gerespecteerd wordt.

Il va sans dire que le même droit de communication vaut à l'égard du ministère public chargé de la poursuite de ces infractions.

Article 3

En vue de lutter plus efficacement contre la fraude sociale, il est prévu d'accorder aux membres du personnel des CPAS un droit de communication dans des cas bien précis de fraude sociale et de travail illégal.

S'il l'estime nécessaire, le membre du personnel peut communiquer les données aux services d'inspection fédéraux compétents ou à tous les fonctionnaires chargés de la surveillance ou de l'application d'une autre législation, dans la mesure où ces renseignements peuvent intéresser ces derniers dans l'exercice de la surveillance dont ils sont chargés ou pour l'application d'une autre législation. Le membre du personnel a l'obligation de communiquer les données lorsque lesdits services d'inspection ou les autres fonctionnaires chargés de la surveillance ou de l'application d'une autre législation en font la demande.

En ce qui concerne les données médicales à caractère personnel, il est instauré une condition particulière visant à garantir à tout moment le respect du secret professionnel médical.

Il va sans dire que le même droit de communication vaut à l'égard du ministère public chargé de la poursuite de ces infractions.

Article 4

Dans le livre 2, titre VIII, chapitre VI, du Code pénal, l'article 458*bis* est complété par un alinéa 2 qui consacre le droit de communication des conseillers et des membres du personnel des CPAS. Cet alinéa prévoit que le conseiller ou le membre du personnel d'un CPAS qui est confronté à une présomption de fraude sociale ou de travail illégal tels que définis dans le Code pénal social peut en informer les inspecteurs sociaux visés à l'article 16 du Code pénal social ainsi que tous les fonctionnaires chargés de la surveillance d'une autre législation ou de l'application d'une autre législation. Le conseil a l'obligation de communiquer les données lorsque lesdits services d'inspection ou les autres fonctionnaires chargés de la surveillance ou de l'application d'une autre législation en font la demande.

Uiteraard geldt eenzelfde mededelingsrecht ten aanzien van het openbaar ministerie dat belast is met de vervolging van deze misdrijven.

Artikel 3

Met het oog op een meer efficiënte strijd tegen de sociale fraude wordt in hoofde van personeelsleden van het OCMW een mededelingsrecht voorzien in welomschreven gevallen van sociale fraude en illegale arbeid.

Indien het personeelslid het nodig acht, kan hij de gegevens meedelen aan de bevoegde federale inspectiediensten of aan alle ambtenaren belast met het toezicht op een andere wetgeving of met de toepassing van een andere wetgeving, in de mate dat die inlichtingen laatsgenoemden kunnen aanbelangen bij de uitoefening van het toezicht waarmee zij belast zijn of voor de toepassing van een andere wetgeving. Het personeelslid is verplicht de gegevens mee te delen indien de bedoelde inspectiediensten of de andere ambtenaren belast met het toezicht of met de toepassing van een andere wetgeving erom verzoeken.

Met betrekking tot medische gegevens van persoonlijke aard is er een bijzondere voorwaarde opgenomen opdat het medisch beroepsgeheim te allen tijde gerespecteerd wordt.

Uiteraard geldt eenzelfde mededelingsrecht ten aanzien van het openbaar ministerie dat belast is met de vervolging van deze misdrijven.

Artikel 4

In boek 2, titel VIII, hoofdstuk VI, van het Strafwetboek, wordt artikel 458*bis* aangevuld met een tweede lid waarin het mededelingsrecht van de raadsleden en personeelsleden van het OCMW verankerd wordt. Er wordt bepaald dat het raads- of personeelslid van een OCMW dat geconfronteerd wordt met een vermoeden van sociale fraude of illegale arbeid zoals omschreven in het Sociaal Strafwetboek dit kan meedelen aan de sociaal inspecteurs zoals bedoeld in artikel 16 van het Sociaal Strafwetboek alsook aan alle ambtenaren belast met het toezicht op een andere wetgeving of met de toepassing van een andere wetgeving. De raad is verplicht de gegevens mee te delen indien de bedoelde inspectiediensten of de andere ambtenaren belast met het toezicht of met de toepassing van een andere wetgeving erom verzoeken.

En ce qui concerne les données médicales à caractère personnel, il est instauré une condition particulière visant à garantir à tout moment le respect du secret professionnel médical.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 36 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si un membre du conseil a connaissance d'un cas de présomption de fraude sociale ou de travail illégal tels que définis dans le Code pénal social instauré par l'article 2 de la loi du 6 juin 2010, il peut communiquer les renseignements aux inspecteurs sociaux visés à l'article 16 du Code pénal social ainsi qu'à tous les fonctionnaires chargés de la surveillance d'une autre législation ou de l'application d'une autre législation, dans la mesure où ces renseignements peuvent intéresser ces derniers dans l'exercice de la surveillance dont ils sont chargés ou pour l'application d'une autre législation.

Il y a obligation de communiquer ces renseignements lorsque les inspecteurs sociaux des services d'inspection visés ou les autres fonctionnaires chargés de la surveillance ou de l'application d'une autre législation les demandent.

Les renseignements concernant des données médicales à caractère personnel ne peuvent être communiqués ou utilisés que dans le respect du secret médical.

Le même droit de communication vaut à l'égard du ministère public chargé de la poursuite de ces infractions. »

Met betrekking tot medische gegevens van persoonlijke aard is er een bijzondere voorwaarde opgenomen opdat het medisch beroepsgeheim te allen tijde gerespecteerd wordt.

Liesbeth HOMANS.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 36 van organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Indien een raadslid op de hoogte is van een geval van vermoedelijke sociale fraude of illegale arbeid zoals omschreven in het Sociaal Strafwetboek zoals ingevoerd bij artikel 2 van de wet van 6 juni 2010, kan het raadslid de inlichtingen meedelen aan de sociaal inspecteurs zoals bedoeld in artikel 16 van het Sociaal Strafwetboek alsook aan alle ambtenaren belast met het toezicht op een andere wetgeving of met de toepassing van een andere wetgeving, in de mate dat die inlichtingen laatsgenoemden kunnen aanbelangen bij de uitoefening van het toezicht waarmee zij belast zijn of voor de toepassing van een andere wetgeving.

Deze inlichtingen moeten verplicht worden meegedeeld wanneer de sociaal inspecteurs van de bedoelde inspectiediensten of de andere ambtenaren belast met het toezicht of met de toepassing van een andere wetgeving erom verzoeken.

Inlichtingen betreffende medische gegevens van persoonlijke aard mogen slechts worden meegedeeld of gebruikt met inachtneming van het medisch beroepsgeheim.

Eenzelfde mededelingsrecht bestaat ten aanzien van het openbaar ministerie dat belast is met de vervolging van deze misdrijven. »

Art. 3

L'article 50 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

«Art. 50. — Les dispositions de l'article 36, alinéas 2 et 3, et de l'article 37 sont également applicables aux membres du personnel des centres publics d'action sociale.»

Art. 4

L'article 458*bis* du Code pénal, inséré par la loi du 28 novembre 2000 et remplacé par la loi du 30 novembre 2011, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

«Le membre du conseil ou le membre du personnel d'un centre public d'action sociale qui, de par sa profession, a connaissance d'un cas de présomption de fraude sociale ou de travail illégal tels que définis dans le Code pénal social instauré par l'article 2 de la loi du 6 juin 2010, peut, conformément aux articles 36 et 50 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, le communiquer aux personnes visées dans ces articles ou au ministère public chargé de la poursuite de ces infractions.»

26 janvier 2012.

Art. 3

Artikel 50 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

«Art. 50. — De bepalingen van artikel 36, tweede en derde lid, en van het artikel 37 zijn mede van toepassing op de personeelsleden van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.»

Art. 4

Artikel 458*bis* van het Strafwetboek, ingevoegd bij de wet van 28 november 2000 en vervangen bij de wet van 30 november 2011, wordt aangevuld met een lid, luidende :

«Het raads- of personeelslid van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dat uit hoofde van zijn beroep kennis heeft van een geval van vermoedelijke sociale fraude of illegale arbeid zoals omschreven in het Sociaal Strafwetboek zoals ingevoerd bij artikel 2 van de wet van 6 juni 2010 kan dit overeenkomstig de artikelen 36 en 50 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn meedelen aan de personen zoals omschreven in deze artikelen of aan het openbaar ministerie dat belast is met de vervolging van deze misdrijven.»

26 januari 2012.

Liesbeth HOMANS.